Zeitschrift: Technique agricole Suisse **Herausgeber:** Technique agricole Suisse

Band: 59 (1997)

Heft: 1

Artikel: Qui veut tenir bon doit faire preuve d'une bonne dose de courage

Autor: Malitius, Oliver

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1084544

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 29.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch



La Suisse est un pays d'herbages. Le production laitière et de viande a toute ses chances compte tenu des progrès techniques et des conditi-

ons-cadres de la politique agricole.

C elui qui ose jeter un regard sur l'avenir s'expose au risque d'être contredit par la réalité. Cela s'avère cependant nécessaire malgré tout afin de s'adapter aux évolutions, même si elles ne sont guère prometteuses, que laissent augurer les changements de la politique agricole. Ainsi, l'on évite de tomber des nues en préparant l'avenir.

L'appréciation du développement futur des exploitations agricoles peut être faite en considérant l'évolution des facteurs de revenu, soit la situation de l'exploitation, les conditions-cadres économiques et le progrès technique. Il s'agit de souligner que les décisions du chef d'exploitation se réfère fortement à des considérations financières.

Journées d'information ASETA: Un tournant pour les exploitations de plaine

Qui veut tenir bon doit faire preuve d'une bonne dose de courage

Oliver Malitius, Station fédérale de recherches d'économie d'entreprise et de génie rural (FAT), CH-8356 Tänikon

Oliver Malitius, économiste d'entreprise à la FAT: «L'observation du passé permet, pour autant que l'on procède à une analyse attentive et prudente, de prévoir les évolutions futures vraisemblables. Celles-ci seront bien entendu d'autant plus incertaines que l'on se projette loin dans l'avenir.»

1. Situation économique: Agrandissement modeste des exploitations

Le recensement périodique des exploitations révèle une diminution constante de leur nombre alors que la surface moyenne de celles-ci n'augmente que modestement. La surface agricole utile (SAU) moyenne des exploitations de plus de 5 ha en zone de plaine a passé de 15,34 ha à 18,13 ha entre 1980 et 1995. Cette légère augmentation de surface est confirmée par la mise en valeur centralisée de la FAT des exploitations comptables de référence. Le tableau 1 montre l'augmentation de la surface de 561 exploitations de plaine qui ont fourni chaque année leur comptabilité à la FAT de 1979 à 1993. Le taux d'évolution de la SAU s'exprime en pour-cent de la surface au départ de la période considérée.

Les exploitations ont eu une croissance de 1% par an en moyenne. L'augmentation moyenne de surface dissimule quelque peu la situation

Développement des exploitations: Une vue d'ensemble en 2 parties

Réd. Oliver Malitius a présenté une étude prospective lors des journées d'information de l'ASETA à Schönbühl et à Frauenfeld, ceci pour la première fois directement aux personnes concernées. Les facteurs impliqués, tels que la situation de l'exploitation, les conditions-cadres économiques et le progrès technique dans le sens large, sont analysés et débouchent sur les tendances attendues sur le plan des exploitations agricoles.

A l'aide de modèles de calculs, les différents facteurs d'influence sont saisis simultanément et l'évolution est simulée pour deux différents types d'exploitation.

La partie A (dans ce numéro) considère les évolutions les plus récentes de ces facteurs d'influence, ce qui permet d'esquisser les perspectives attendues pour les 5 à 10 prochaines années.

La partie B (prochain numéro) indique comment les exploitations moyennes de type différent:

- exploitation mixte de grandes cultures
- exploitation fourragère avec production laitière
- se comportent dans les modèles de calculs. Ainsi, un revenu optimal provenant de l'agriculture peut être attendu compte tenu des conditions-cadres économiques.

parfois très diverse selon les exploitations. Environ 14% des exploitations ont principalement perdu des surfaces affermées et se trouve dans le groupe des exploitations «en régression». La plus grande partie des exploitations, soit environ 60%, n'ont pratiquement pas pu accroître leur surface ces 15 dernières années. Une véritable augmentation de surface ne se rencontre que pour un quart des exploitations.

Avenir: Aucune évolution marquée de la surface des exploitations

L'on doit bien admettre que l'augmentation de la surface des exploitations s'accélérera quelque peu à l'avenir. Dans le 10 à 15 prochaines années, la surface moyenne des exploitations de plaine devrait se situer encore nettement sous la barre des 30 ha. La structure des exploitations suisses restera toujours relativement petite en comparaison avec la situation européenne. La seule alternative pour réduire les coûts de production consiste à favoriser le travail en commun en matière de mécanisation ou la constitution de communautés d'exploitations.

2. Progrès technique ...

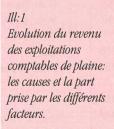
L'illustration 1 (encadré) démontre que dans le passé, contrairement à ce que l'on croit généralement, l'augmentation du revenu était dû en bonne partie des efforts intrinsèques des exploitations. Hormis la croissance des exploitations et l'évolution des prix, le progrès technique y a contribué pour beaucoup. Ce progrès se manifeste dans les secteurs de l'élevage, des améliorations agronomiques, de la technique agricole et de l'organisation des exploitations. Il faudra

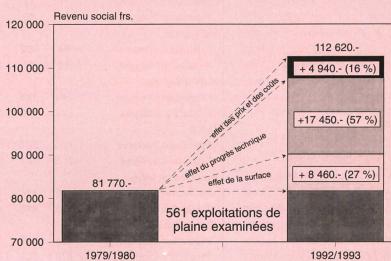
Facteurs de revenu importants

Les facteurs déterminants pour le revenu des exploitations ces dernières années étaient:

- la croissance de l'exploitation
- l'évolution des prix et des coûts
- le progrès technique

Sur la base des résultats comptables des 561 exploitations de plaine contrôlées sans interruption, la part des trois facteurs à l'augmentation du revenu par le passé peut être estimée.





La réflexion s'appuie sur l'illustration 1. En moyenne des années 1992/1993, les exploitations ont réalisé un revenu nominal de Fr. 112 620.— alors qu'il était de Fr. 81 770.— pour les années 1979/1980. Le revenu a ainsi augmenté de Fr. 30 850.—. Le progrès technique a contribué à ce phénomène à raison de 57%, l'agrandissement des exploitations 27% et l'évolution des prix et des coûts 16%.

compter à l'avenir avec des conditions économiques difficiles. La bonne évolution des coûts et des prix du passé a tendance à s'amenuiser, voire même à disparaître totalement. Le revenu dépendra à l'avenir encore plus des propres efforts des exploitations.

... éminemment important à l'avenir

Le progrès technique restera aussi à l'avenir un facteur important du développement des exploitations. Il faut donc qu'il soit présent dans les

considérations relatives à l'évolution des exploitations. Pour la simulation du développement futur des exploitations à l'aide des modèles de calculs, l'évolution du rendement des cultures, des productions animales et les modifications des besoins en temps pour différents travaux sont particulièrement importants (Tableau 2). Les données relatives au progrès technique des exploitations de plaine proviennent de l'analyse comptable du dépouillement centralisé de la FAT ainsi que d'un questionnaire adressé à divers experts.

Tableau 1. Taux de modification de la surface agricole utile des exploitations participant continuellement au Dépouillement centralisé de la FAT (1979–1993)

Exploitation	Т	otal		en ession	sta	bles	en cı	roissance		n nsion
Nombre	5	61	7	78	3	36		116	27	
Pourcentage	100%		14%		60%		21%		5%	
Indice %					E	7 17				
1979	100		100		100		100		100	
1983/84	104,9		91,3		101,4		111,4		139,4	
1988/89	108,8		87,1		102,5		121,6		158,5	
1993	114,8		83,8		105,9		135,9		190,4	
Modification par an	+	1%	- 1,1%		- 1,1% + 0,4% +		+ 2,4%		+1	6%
Année	1979	1993	1979	1993	1979	1993	1979	1993	1979	1993
SAU (ares)	1710	1908	1964	1649	1749	1851	1557	3103	1229	2359
UGB	29,0	26,9	29,4	24,5	30,1	27,3	36,3	27,7	25,7	31,0

3. Les conditionscadres économiques

Les données relatives aux conditionscadres économiques futures proviennent de diverses études réalisées dans le cadre de la seconde partie de la réforme de la politique agricole (PA 2002). (Tab. 3 à 5)

Le scénario a été discuté et complété à l'aide de spécialistes de l'Office fédéral de l'agriculture et de l'Institut d'économie rurale de l'EPF Zurich. Les futurs prix, coûts et paiements directs sont à considérer comme des valeurs nominales. Pour le scénario postérieur à 2002, une approche selon les valeurs européennes a été réalisée jusqu'en 2014. En raison de l'incertitude croissante, particulièrement quant à l'évolution économique (prix, paiements directs, etc.), les modèles de calculs se limitent à 2006.

Le prix des produits diminue massivement

Des options concrètes devaient être prises pour les modèles de calculs, cela bien qu'elles soient d'autant plus incertaines plus elles se situent loin dans l'avenir. L'organisation des marchés agricoles permet de formuler des hypothèses relativement concrètes et plausibles jusqu'en l'an 2002. Le prix des céréales panifiables, par exemple, sera réduit progressivement jusqu'en 2002, de façon à atteindre le niveau du prix à l'importation. Ensuite, la prise en charge par la Confédération ainsi que les prix fixés par l'administration seront supprimés pour laisser place à une régulation des importations similaire à celle des céréales fourragères. Le soutien des prix indigènes passe presque exclusivement par la perception de taxes d'importation. Avec une taxe de Fr. 33.-/dt et un prix mondial de Fr. 19.-/dt, le prix au producteur pour les céréales panifiables devrait se situer à Fr. 52.-/dt en 2002 (tableau 3). Le prix des céréales fourragères sera, quant à lui, un peu plus bas. Les céréales ont, en quelque sorte, un rôle de leader dans le secteur des grandes cultures. Si aucune mesure n'est prise en faveur ou en défaveur de l'une ou l'autre culture, leur prix devrait évoluer de manière analogue aux céréales.

Le scénario pour les coûts de production et des facteurs de production (tab. 4) considère un renchérissement moyen annuel de 2%, l'évolution prévue des prix des produits et des marchés, ainsi que des hypothèses personnelles.

Tableau 2. Principales hypothèses utilisées pour les simulations concernant le progrès technique

1 (•		
Rendements moyens dt/ha	1995	2002	2006	
Blé d'automne				
Production intensive	68	73	75	
Production intégrée	59	63	64	
Orge d'automne				
Production intensive	72	79	82	
Production intégrée	61	66	69	
Maïs-grain				
Production intensive	94	102	106	
Production intégrée	89	97	101	
Maïs d'ensilage				
Production intensive	140	148	152	
Production intégrée	133	140	144	
Colza				
Production intensive	33,8	37,5	39,6	
Production intégrée	31,3	33,7	35,0	
Pommes de terre				
Production intensive	416	437	450	
Production intégrée	395	416	427	
Betteraves sucrières				
Production intensive	714	743	758	
Production intégrée	678	705	720	
Prairies permanentes et temporaires	aucune augmentation des rendements			
Rendement laitier kg par vache et an				
Expl. grandes cultures	5690	6260	6580	
Expl. d'élevage bovin	6090	6670	6990	
Réduction temps de trav.				
Grandes cult., cult. fourr.	1,25 % par an			
Elevage bovin	0,5	60 % par	an	

Tableau 3. Futures conditions économiques suposées dans les simulations concernant le progrès technique

Prix à la production Fr./dt	1995	2002	2006	
Blé d'automne	86	52	47	
Orge d'automne	59,50	45	41	
Maïs-grain	61,50	46	42	
Colza	165	115	104	
P.d.t. (Bintje)	54	41	39	
P.d.t. (Désirée)	46	35	33	
Betteraves sucrières	14,10	11,30	10,60	
Lait	97	73	71	
Viande de boeuf %	100	80	77	

Tableau 4. Futures conditions économiques suposées dans les simulations: coûts des facteurs

Coûts des facteurs 1999 en % 1000		2006
Semences		
Céréales panifiables	65	60
Céréales fourragères	80	73
Pommes de terre	80	77
Cultures fourr., colza, maï	s 100	100
Betteraves	107	111
Fourrages concentrés	75	67
Foin	75	73
Pailles, intérêts des dettes		
fermages, produits		
phytosanitaires et engrais	100	100
Frais généraux	114	122
Machines et bâtiments	100	100
Salaires, consommat. famili	ale 114	122

Paiements directs: Quo vadis?

La diminution des prix aux producteurs est partiellement compensée par les paiements directs (tab. 5). Il est relativement difficile de prévoir un scénario pour les paiements directs. Ils sont fortement dépendants de la politique qui, bien souvent, se distancie passablement des considérations d'économie d'entreprise. Le scénario suivant s'appuie sur le rapport du Département de l'économie publique relatif à la deuxième étape de la réforme de la politique agricole, des entretiens avec des spécialistes de l'Office fédéral de l'agriculture et sur des considérations propres.

D'une manière générale, il faut oublier toute perspective d'augmentation des paiements directs. Différen-

Tableau 5. Futures conditions économiques supposées dans les simulatons: paiements directs

Paiements directs Fr./ha	1995	2002	2006
Prime de culture, céréales fourragères	770	0	
Contribution jachère verte	3000	2100	2000
Contributions générales			
(Art. 31a LAg)			
Contribution de base	1500	1710	1830
Contr. aux détenteurs d'animaux	2700	3080	3290
Contribution à la surface	380	380	380
Contr. à la surface herbagère	290	290	290
Contributions écologiques			
(Art. 31b LAg			
Prairies extensives	1200	1200	1200
Prairies peu extensives	650	650	650
Jachère florale	3000	2400	2300
Céréales Extenso	600	360	330
Terres ouvertes PI	700	1000	1030
Autres SAU PI	200	550	560
Contr. à l'ensemble de l'expl. Pl	2000	2500	2580

tes réflexions peuvent être tenues selon le type de paiements directs. Par exemple, les primes de culture pour les céréales fourragères disparaissent avec la nouvelle organisation du marché des céréales dès 2002. Les primes pour la mise en jachère florale ou verte auront tendance à baisser avec les prix aux producteurs. Le principe de l'abandon de surfaces présente l'intérêt de contrôler le marché des céréales. Les paiements directs complémentaires sont plafonnés mais les contributions augmentent généralement avec l'évolution des structures. Les contributions PI et Bio constituent une part de plus en plus importante des paiements directs. Pour la calculation, les contributions destinées aux surfaces de compensation écologiques ont été maintenues à un niveau constant. Les primes pour les céréales extenso devraient

Aperçu de la partie B: Etude de cas

A court ou moyen terme, compte tenu de PA 2002 et pour autant que le rythme adopté se maintienne, il n'y a pas de raison que les scenarii esquissés dans les tableaux 3–5 ne se réalisent pas. C'est pourquoi les chefs d'exploitation et les familles d'agriculteurs doivent prendre en main l'évolution de leur exploitation avec le plus grand sérieux. Un des buts de l'étude FAT est de montrer qu'il existe une marge de manœuvre. Un élément essentiel est le fait que, malgré les progrès technologiques et la croissance des exploitations, le revenu agricole baisse inéluctablement alors que les besoins de la famille augmentent.

Des mesures de rationalisation et de coopération accrues seront nécessaires pour faire face à cette situation. L'activité accessoire pourra également constituer une solution. Cependant, cela devient difficile en raison de l'augmentation du chômage en dehors de l'agriculture. Par contre, la production sous label et la vente directe peuvent permettre d'augmenter son revenu.

Les statistiques le démontrent: il n'y a encore jamais eu autant de création de petites entreprises que ces derniers temps. Conséquence de ce phénomène: le nombre de faillite a considérablement augmenté. L'agriculteur en tant qu'entrepreneur, cela n'est plus une notion étrangère et les chances de succès sont intactes. Il ne faut cependant pas se bercer d'illusions: l'avenir est sombre pour beaucoup et se le cacher serait peu réaliste.

Ueli Zweifel

suivre la courbe descendante du prix des céréales.

Que se passera t'il avec les paiements directs- après 2002? Nous sommes

d'avis que la mise en place du système des paiements directs aura également une fin. Les contributions PI et Bio devrait encore compenser une partie

du renchérissement. Les paiements directs compensatoires devront vraisemblablement être liés à des prestations écologiques dès 2003.

